

Mayeur règle ses comptes dans un livre

BRUXELLES « Un assassinat politique »

Silencieux depuis son départ du monde politique en juillet 2017, Yvan Mayeur, l'ancien bourgmestre de Bruxelles, publie la semaine prochaine un livre dans lequel il revient sur l'affaire du Samusocial. Extraits dénichés par nos confrères de *Sud Presse*.

« Je me suis retiré de la vie politique. Voilà pourquoi je me sens en droit de parler et de répondre à certaines assertions. Je ne veux pas me plaindre, mais j'ai le droit de me défendre ». S'agissant du Samusocial, il évoque « la déferlante lyncheuse politico-médiatique » dont il a été victime. « Tout cela aurait pu avoir raison de moi. Ou altérer ma raison précisément. J'y ai pensé, souvent. Face aux chiens qui aboient, il est arrivé à d'autres de choisir le soulagement, l'abandon définitif. »

Il ajoute. « Il n'y a pas de scandale du Samusocial [...] Le scandale existerait bel et bien si nous n'avions pas créé le Samusocial et ne l'avions pas développé. ». L'ex-socialiste ne reconnaît aucune erreur. Sur le plan légal, il indique que le rapport spécial commandé par les ministres n'a relevé aucune irrégularité. Sur le plan moral, il insiste sur la nécessité de reconnaître que l'action sociale est le travail de professionnels et ne repose pas sur la charité. Il n'estime donc pas avoir été payé avec « l'argent des pauvres ». « C'est de l'argent destiné à aider

les pauvres et pour cela, nous avons fait le choix de créer une organisation professionnelle qui a fait ses preuves : le Samusocial. Et on y rémunère en effet tous ceux qui y travaillent [...] »

L'homme se dit victime d'un « assassinat politique » de la part notamment de Rudi Vervoort. « Il fallait à tout prix évincer l'encombrant bourgmestre de la Ville de Bruxelles. » L'une des rares erreurs admises par Yvan Mayeur aurait donc été de « résister à la Région. La Région bruxelloise qui peine à s'identifier dans le paysage politique et qui jalouse la Ville de Bruxelles, sa puissance de services (les écoles, les hôpitaux, la police, ses entreprises publiques, son budget...) et l'aura nationale et internationale dont elle jouit. » (sp) ■